

Accessibilité en ville : guide des équipements publics

Sous la direction de Soraya KOMPANY
Architecte-urbaniste

TOME 1

territorial *éditions*

Avertissement de l'éditeur :

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Nous sommes vigilants concernant les autorisations de reproduction et indiquons systématiquement les sources des schémas, images, tableaux, etc. repris dans nos classeurs.

Pour toute demande de modification, mise à jour ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage, merci de contacter :
nathalie.marion@territorial.fr.

 <p>DANGER LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE</p>	<p>Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie. CFC 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70</p>
---	---



Sommaire

TOME 1

Introduction

1. *L'approche opérationnelle par les situations de handicap*

I • Personnes handicapées ou situations de handicap ?

II • Le handicap, la ville et ses usages

A - Le handicap et la ville

B - La ville et ses usages

III • Une population très diversifiée

A - Les personnes vulnérables

B - Évaluation quantitative des personnes dites « handicapées »

1. *Au niveau mondial*
2. *Au niveau européen*
3. *En France*

C - Le vieillissement de la population

1. *La part des personnes âgées dans la société*
2. *Le vieillissement dans la société*
3. *L'accessibilité et le vieillissement*

IV • Le fil conducteur : conception universelle et accessibilité pour tous

A - Accessibilité et conception universelle : un cadre européen

1. *Plan d'action européen*
2. *Accessibilité, un vecteur économique pour la Commission européenne*
3. *Acte européen pour l'accessibilité des produits et services*

B - Droit international et accessibilité

1. *La convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées*
2. *Le handicap et les barrières de l'environnement*
3. *De nouvelles définitions*

C - Le cadre juridique de la conception universelle

1. *La conception universelle et ses domaines d'application*
2. *La conception universelle ou la qualité d'usage pour tous*
3. *Les sept principes de la conception universelle*
4. *La conception universelle et l'accessibilité*

Fiche de cas n° 1 : Conception universelle : quelques exemples européens

D - Application et suivi de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées en France

V • Des évolutions sensibles dans la nouvelle législation

A - La prise en compte de tous les handicaps

B - Le handicap et l'inclusion sociétale

C - Le handicap évolue selon l'environnement de vie

D - Différentes formes de handicaps

1. *Déficiences intellectuelles et psychiques*

2. *Déficiences physiques*

3. *Autres formes de handicaps*

E - L'accessibilité et les principales difficultés rencontrées par les personnes handicapées

Fiche de cas n° 1 : Situations de handicap rencontrées par les personnes sourdes ou par les personnes malentendantes

Fiche de cas n° 2 : Situations de handicap rencontrées par les personnes déficientes visuelles

Fiche de cas n° 3 : Situations rencontrées par les personnes atteintes de handicap mental et intellectuel

Fiche de cas n° 4 : Situations de handicap rencontrées par les personnes atteintes de handicap psychique

Fiche de cas n° 5 : Le cas du handicap invisible

2. *Un dispositif en constante évolution*

Contexte

I • La hiérarchie des textes

A - Textes à caractère obligatoire

B - Textes à caractère normatif

II • Les lois relatives à l'accessibilité et aux droits des personnes handicapées

Préambule

A - Loi n° 75-534 du 30 juin 1975

B - Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982

C - Loi n° 91-663 du 13 juillet 1991

D - Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000

E - Loi n° 2005-102 du 11 février 2005

F - Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009

G - Loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011

H - Loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014

I - Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014

J - Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance du 26 septembre 2014

K - Loi n° 2009-1791 du 31 décembre 2009 autorisant la ratification de la convention internationale des droits des personnes handicapées (CIDPH)

L - Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique (art. 105 à 107)

M - Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (art. 64, 128 et 129)

N - La réécriture du Code de la construction et de l'habitation et la place de l'accessibilité

O - Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM)

III • Le champ d'application par domaine

A - Le dispositif général

B - Des compléments utiles par domaines d'usage

1. Bâtiments d'habitation
2. Établissements recevant du public (ERP) et installations ouvertes au public
3. Voirie et espaces publics urbains
4. Services et outils numériques
5. La chaîne de déplacement

C - Des textes complémentaires utiles à la compréhension

1. La circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007
2. La circulaire du 21 mai 2015

D - Prise en compte de tout handicap

1. Pour le cadre bâti
2. Pour les transports publics
3. Pour la voirie et les espaces publics
4. La mise aux normes obligatoire de l'existant
5. Pour la communication publique

IV • Les instances consultatives

Préambule

A - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA)

1. Champs d'intervention des CCDSA
2. Composition des sous-commissions départementales d'accessibilité
3. Compétence des sous-commissions départementales d'accessibilité
4. Composition des commissions consultatives locales d'accessibilité et rôle de ses membres

B - La commission pour l'accessibilité

1. La question de l'intercommunalité
2. La question du territoire
3. La question de la concertation
4. La réalité de la mise en place des CAPH
5. Les modalités de fonctionnement de la CAPH
6. Le rapport annuel

C - Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie

1. Compétences
2. Une instance départementale de consultation
3. Composition du CDCA
4. La question de l'accessibilité au sein des CDCA

D - Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH)

1. Composition du CNCPH
2. Missions du CNCPH
3. Organisation

V • Contrôles des règles d'accessibilité

Préambule

A - Les bâtiments d'habitation

B - Les établissements et installations ouverts au public

1. Demande d'autorisation
2. Instruction des demandes d'autorisation

3. Autorisation d'ouverture des ERP

4. Les sanctions

C - La voirie et les transports

1. La voirie

2. Les transports

D - Attestation d'accessibilité

VI • De la reconnaissance des droits à l'accessibilité universelle : genèse et évolutions

A - La genèse de la politique d'accessibilité

1. Au niveau international

2. Au niveau européen

B - De l'exclusion à la citoyenneté : 50 ans de politiques d'accessibilité

1. L'émergence progressive d'un droit à l'accessibilité universelle

2. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 : un tournant majeur

3. Accessibilité réglementée : une évolution lente mais décisive

4. De la loi de 1975 à la loi du 11 février 2005 : une transition marquée par des limites persistantes

C - La loi du 11 février 2005 : une réforme fondatrice vers l'accessibilité universelle

1. Contexte et esprit de la loi

2. Une définition élargie du handicap

3. L'accessibilité comme principe fondamental

4. Des obligations renforcées pour les acteurs publics et privés

5. Un changement de culture et de gouvernance

VII • De la loi à la mise en œuvre : l'accessibilité entre 2005 et 2015

Introduction

A - Une chaîne de déplacement accessible à construire

B - La prise en compte de toutes les déficiences

1. Pour le cadre bâti

2. Pour la voirie et les espaces publics

3. Pour les transports collectifs

C - Mise en accessibilité progressive

1. Mise en accessibilité de l'existant

2. Les dérogations

VIII • La politique de l'accessibilité depuis 2015

Introduction

A - 2015 : entre continuité et recomposition

1. Les périodes clés de l'accessibilité avant 2015

2. Les Ad'AP : un outil de rattrapage, entre relance et limites

3. Un bilan contrasté et la fin d'un cycle

B - 2022-2025 : une étape charnière plus qu'une fin en soi

1. 2022-2023 : organisation institutionnelle et programmation

2. Objectifs prioritaires pour l'accessibilité universelle

3. Des instances de suivi et engagements collectifs

4. Les dispositifs de financement : un levier nécessaire à consolider

3. De la conception à l'usage

I • Accessibilité, un enjeu collectif et multidimensionnel

A - Les usagers et la diversité des acteurs

1. Des défis persistants
2. Les acteurs et leurs rôles

B - Les étapes clés d'un projet

1. Montage de l'opération
2. Élaboration du programme ou du cahier des charges
3. Études de conception et maîtrise d'œuvre
4. Réalisation des travaux
5. Réception de l'ouvrage
6. Mise en service et occupation par les usagers
7. L'importance de l'entretien et de la maintenance

C - Un défi collectif pour une ville accessible

II • Accessibilité comme fil conducteur du projet urbain

Préambule

A - Un rôle clé dans la commande et la coordination

1. Des choix stratégiques dès le départ
2. Les étapes stratégiques : conception et réalisation
3. Vers une culture de l'accessibilité

B - L'accessibilité : un engagement dès la conception

1. La conception, étape déterminante
2. La phase de chantier : une étape de vigilance pour concrétiser l'accessibilité

Pas de chapitres III et IV

V • Concerner : pourquoi, comment, avec qui ?

Un dialogue essentiel

A - Pourquoi ?

B - Comment ?

1. La concertation obligatoire
2. La concertation volontaire peut prendre différentes formes

C - Avec qui ?

1. Les acteurs de la ville
2. Les bénéficiaires
3. Savoir s'entourer

Fiche de cas n° 1 : Mise en accessibilité du réseau de bus de l'agglomération mâconnaise

VI • Évaluer pour progresser

VII • Exploiter synergies et opportunités

VIII • Les évolutions issues de la loi

A - Accessibilité de la ville : en quoi les collectivités locales sont-elles concernées ?

Fiche de cas n° 1 : La sensibilisation des élus à l'accessibilité

B - Accessibilité en ville : en quoi les employeurs sont-ils concernés ?

1. Secteur public et secteur privé
2. Travailleurs handicapés
3. À qui s'applique l'accessibilité des lieux de travail ?

Fiche de cas n° 1 : L'accessibilité des locaux professionnels

IX • Accessibilité : une dimension prioritaire dans les commandes publiques

Références juridiques

A - Le handicap et la commande publique

1. Définition des structures qui emploient des personnes handicapées
2. Quelques définitions

B - La prise en compte du « handicap » dans la passation des marchés publics

C - Le handicap à travers les marchés publics européens

D - Accessibilité : une clause obligatoire dans les marchés publics

E - Accessibilité : un critère d'attribution dans les marchés publics

F - Accessibilité et marché public : les apports de la directive européenne

4. L'accessibilité de l'environnement urbain

I • Les exigences fondamentales

A - Ce que dit la loi

B - Aspects fondamentaux pour la prise en compte de l'accessibilité

1. Largeur de passage et cheminement
2. Seuil, ressaut
3. Escalier
4. Pente et dévers
5. Obstacles à hauteur d'homme
6. Espace et rotation pour un fauteuil roulant
7. Hauteur d'atteinte
8. Dégagement sous table ou autre équipement
9. Place de stationnement adaptée
10. Ascenseur
11. Sas d'isolement

C - Une loi pour toutes les situations de handicap

1. Le repérage
2. Le guidage
3. Des aménagements à inventer

D - Prise en compte de l'accessibilité dans les cas des bâtiments existants

1. Espaces libres de tout obstacle
2. Information et signalisation
3. Détection des obstacles en saillie latérale ou en porte-à-faux
4. Bandes de guidage tactile au sol
5. Bandes d'éveil à la vigilance
6. Dispositifs répétiteurs de feux de circulation à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes
7. Systèmes de boucles d'induction utilisés à des fins de correction auditive - intensité du champ magnétique

E - Le cas des lieux de travail

1. *Des mesures qui visent l'insertion professionnelle*
2. *Un cadre réglementaire révisé*
3. *Dispositions générales relatives à l'accessibilité des lieux et des postes de travail*

Fiche de cas n° 1 : Faciliter l'accès au travail par l'usage des technologies d'information et de communication

F - Le cas des établissements d'enseignement

1. *Éducation : un droit pour tous*
2. *Les élèves en situation de handicap*
3. *Le concept d'accessibilité dans l'enseignement*
4. *Pour un établissement d'enseignement accessible*

II • Les établissements recevant du public

A - Préambule

B - Dispositions relatives à l'accessibilité des ERP et IOP

1. *Construction et création des ERP et des IOP*
2. *ERP et IOP situés dans un cadre bâti existant*
3. *Procédure du dépôt des Ad'AP*
4. *Contrôles et sanctions applicables aux Ad'AP*
5. *Le registre public d'accessibilité*
6. *Solution d'effet équivalent*
7. *Suivi de l'avancement des agendas d'accessibilité programmée*
8. *Modification d'un Ad'AP approuvé*
9. *Attestation d'achèvement d'Ad'AP*

Fiche de cas n° 1 : Faciliter la mise en accessibilité des commerces à Grenoble

Fiche de cas n° 2 : Un bâtiment adapté aux démarches des personnes handicapées et âgées :
la Maison départementale de l'autonomie de l'Isère (MDA)

Fiche de cas n° 3 : Un ERP culturel adapté pour tous, le Centre Ressources Théâtre Handicap, Paris 12^e

Fiche de cas n° 4 : L'Institut Saint-Pierre, l'hôpital pour enfants du Languedoc-Roussillon

Fiche de cas n° 5 : Accès aux prestations des ERP pour tous

Fiche de cas n° 6 : La mobilité spatiale accessible à tous

TOME 2

C - Les règles d'accessibilité dans les ERP et IOP existants

1. *Généralités*
2. *Chemins extérieurs*
3. *Stationnement automobile*
4. *Accès à l'établissement*
5. *Accueil du public*
6. *Circulations intérieures horizontales*
7. *Circulations intérieures verticales*
8. *Revêtements des sols, murs et plafonds*
9. *Dispositions relatives aux portes, portiques et sas*
10. *Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande*
11. *Sanitaires*
12. *Sortie à usage normal*
13. *Éclairage artificiel dans les circulations intérieures ou extérieures*
14. *Mesures d'accessibilité pour certains types d'établissements*
15. *Dispositifs techniques particuliers*
16. *Une jurisprudence du 6 juillet 2016 à prendre en compte*

Fiche de cas n° 1 : Créer un festival pour tous ! De la règle à l'usage...

D - Risques d'incendie dans les ERP et évacuation des personnes handicapées : évolution de la réglementation

1. *Préambule*
2. *Évolution du Code de la construction et de l'habitation*
3. *Évolution de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié*
4. *L'espace d'attente sécurisé et les mesures afférentes*
5. *Sécurité des lieux d'accueil de vacances adaptées organisées*
6. *Habitat inclusif et règles de sécurité incendie*

Fiche de cas n° 1 : Accessibilité et évacuation des personnes handicapées dans les ERP - Application des nouvelles réglementations au lycée Louis Marchal de Molsheim (Bas-Rhin)

E - Le service public et l'accueil des personnes en situation de handicap

1. *Service public : une notion à préciser*
2. *La situation de handicap et l'accès au service public*
3. *Rendre le parcours accessible aux usagers du service public*
4. *Des recommandations pour mieux accueillir les personnes en situation de handicap*

Fiche de cas n° 1 : Des structures de soins accessibles à tous, guide de bons usages

III • Les habitations

A - Champs d'application du nouveau dispositif réglementaire

B - Évolution de la réglementation relative à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

1. *Période de 1975 à 2013*
2. *Période de 2014 à 2019*

C - Bâtiments d'habitation neufs

1. *Dispositifs réglementaires*
2. *Dispositifs d'application*
3. *Bâtiments d'habitation collectifs faisant l'objet de travaux et logements créés par changement de destination d'un bâtiment existant*
4. *Logements temporaires et saisonniers neufs*
5. *Les travaux modificatifs de l'acquéreur d'un logement en état futur d'achèvement*

D - Bâtiments d'habitation collectifs existants

1. *Mesures d'accessibilité selon la nature des travaux*
2. *Dérogations aux règles d'accessibilité*
3. *Travaux d'accessibilité en copropriété*

E - Places de stationnement adaptées dans les copropriétés

F - Logement accessible, adaptable ou adapté

1. *Logement accessible*
2. *Logement adaptable*
3. *Logement adapté*
4. *Logement inclusif*
5. *Typologie d'un logement ordinaire accessible pour tous*

Fiche de cas n° 1 : L'habitat évolutif

Fiche de cas n° 2 : Un guide pratique pour aménager des logements accessibles

Fiche de cas n° 3 : Observatoire de l'habitat inclusif

G - Comment financer les travaux ?

1. *Réalisation des travaux d'adaptation et d'accessibilité*
2. *Travaux d'adaptation du logement dans le secteur privé*
3. *Adaptation du logement dans le secteur de l'habitat social*
4. *L'accessibilité, un critère de droit au logement opposable*
5. *Vieillesse de la population : un besoin croissant en logements adaptés et accessibles*

H - Références

IV • La voirie et les espaces publics

A - Revaloriser la pratique piétonne

1. *L'espace urbain, ses règles de composition*
2. *La pratique piétonne, un mode de déplacement brimé*
3. *Traiter sécurité et accessibilité simultanément*
4. *Agir pour l'accessibilité et la qualité des cheminements*

B - Rendre les cheminements accessibles et sécurisés

1. *La chaîne de déplacement*
2. *Le champ d'application*
3. *Les caractéristiques techniques de la voirie et des espaces publics*
4. *Les mesures d'exception et les dérogations*
5. *Les conditions d'une voirie accessible*
6. *Le stationnement public et la carte mobilité inclusion (CMI)*
7. *Le stationnement public équipé de bornes de recharges électriques*

Fiche de cas n° 1 : Bien faire l'aménagement des abaissés de trottoir pour traverser la chaussée

Fiche de cas n° 2 : Des surfaces tactiles au sol pour les cheminements des personnes aveugles ou malvoyantes

Fiche de cas n° 3 : Le stationnement réservé aux véhicules utilisés par les personnes en situation de handicap

Fiche de cas n° 4 : L'amélioration de la prise en compte des déficiences visuelles

C - La voirie, espace vivant en perpétuelle mutation

1. *L'anticipation : une nécessité*
2. *L'accessibilité : un souci au quotidien*
3. *Assurer la permanence des usages*

D - De l'impossibilité physique de faire

1. *De la volonté à l'exigence de faire*
2. *Assurer la continuité d'accessibilité et de qualité*
3. *L'impossibilité de faire*

E - La nouvelle loi et les principales évolutions

1. *De nouvelles exigences*
2. *Des outils de planification et de concertation*

F - Références

V • Les systèmes de transport

A - Le contexte

B - Le rôle des partenaires dans l'organisation et l'exploitation

1. *L'autorité organisatrice de transport*
2. *Les collectivités territoriales*
3. *Les exploitants*
4. *Les bureaux d'études et fabricants de matériels*
5. *Les usagers des transports*
6. *Le financement*

Fiche de cas n° 1 : FILOBUS – un transport à la demande accessible à tous en zone rurale

Fiche de cas n° 2 : Petit guide de sécurité pour un meilleur usage des TPG - Ateliers de sensibilisation

Fiche de cas n° 3 : Sensibilisation et formation des agents de services de transport au handicap

C - Les exigences d'accessibilité de la voirie

1. *Aménagement de la voirie*
2. *Sortie d'ascenseur en voirie*
3. *Points d'arrêt de bus*
4. *Quai à double fonction*

D - Régler l'interface véhicule/infrastructure

1. *Franchir les lacunes*
2. *Les équipements d'accès des véhicules*
3. *Les équipements d'accès au sol*

E - L'aménagement du matériel roulant

1. *Places assises*
2. *Mains courantes et barres d'appui*
3. *Espace voyageur en fauteuil roulant*
4. *Sécurité du fauteuil roulant*
5. *Ambiance lumineuse, contraste de couleurs*
6. *Information voyageurs*

Fiche de cas n° 1 : Transport routier et accessibilité du matériel roulant

F - L'aménagement des arrêts, gares et pôles d'échanges

1. *Chemins*
2. *Parkings*
3. *Implantation des stations et points d'arrêt*
4. *Quais ferroviaires de train, métro et tramway*
5. *Abri voyageurs*
6. *Bâtiments de gares ferroviaires, gares routières et stations souterraines*
7. *Information*

Fiche de cas n° 1 : Information des voyageurs en fauteuil roulant sur une ligne de bus urbain partiellement accessible à Toulouse

Fiche de cas n° 2 : Aide au conducteur de bus pour l'exploitation des équipements d'accès

Fiche de cas n° 3 : Des autocars accessibles sur les lignes inter-urbaines Aix-Marseille et Marseille-Aubagne

Fiche de cas n° 4 : Les handicaps psychiques et les services de transport

Fiche de cas n° 5 : Agilis.tad : un centre d'appels mutualisé pour la gestion des services de transports adaptés pour les personnes handicapées

Fiche de cas n° 6 : Itinéraire 1 d'un projet de recherche, le projet INFOMOVILLE

G - Nouvelle loi, nouvelles obligations

1. *La règle générale*
2. *Le schéma directeur de mise en accessibilité des services de transports*
3. *Les dérogations*
4. *La mise en place de « Service de transport de substitution »*
5. *Le plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics*
6. *L'annexe « accessibilité » du PDU*
7. *La mise en accessibilité du matériel roulant*
8. *Des dispositions diverses*
9. *Bilan de l'état d'avancement*
10. *Les modifications issues de l'ordonnance du 26 septembre 2014*
11. *Le registre public d'accessibilité des points d'arrêt de transport*
12. *Programmer et suivre l'avancement des SDA-Ad'AP*
13. *Contrôles et sanctions*
14. *Le transport par taxi*
15. *Le cadre réglementaire européen*

Fiche de cas n° 1 : Schéma directeur d'accessibilité des services ferroviaires nationaux

H - Une charte nationale pour l'accessibilité des transports routiers de voyageurs

1. *Des dispositifs ambitieux prévus par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005*
2. *Des difficultés d'avancement dans la mise en accessibilité des transports*
3. *Une charte pour la qualité*
4. *Des progrès sont nécessaires*

I - Loi d'orientation des mobilités et l'accessibilité

1. *Plan d'action pour une mobilité adaptée*
2. *Transport et solidarité*
3. *Les solutions de mobilité pour tous*
4. *Information et collecte de données de mobilité*
5. *Points d'arrêt de transports publics*
6. *La plateforme nationale unique de réservation*
7. *Harmonisation des données relatives aux offres de transports accessibles*

J - Références

VI • Les systèmes de communication et d'information

Une loi pour faciliter l'accès aux équipements et technologies d'information

A - L'accueil des usagers

Fiche de cas n° 1 : Conseils à l'accueil des personnes handicapées à la municipalité de Bordeaux

Fiche de cas n° 2 : L'accessibilité d'un centre historique : le circuit confort de la ville d'Angers

B - La signalétique

1. *Les panneaux d'information statiques*
2. *Les dispositifs d'information dynamiques*
3. *Les panneaux à plan en relief et inscriptions tactiles*
4. *Les cartes tactiles*
5. *Les messages parlants*

Fiche de cas n° 1 : Prise en compte de l'ergonomie pour la conception d'un nouveau système d'information des voyageurs dans le métro

C - La communication écrite

1. *Rendre la communication écrite accessible*
2. *Rendre la lecture facile*
3. *Rendre les supports de communication écrite accessibles*
4. *Accessibilité des livres*

D - La communication orale

1. *Le dialogue en vis-à-vis*
2. *Les boucles magnétiques*
3. *Le téléphone*
4. *Le vidéotéléphone*

E - Les kiosques d'information et distributeurs automatiques

1. *Accéder à la machine*
2. *Utiliser la machine*

Fiche de cas n° 1 : Un distributeur de tickets de transport conçu selon la « conception pour tous » à Barcelone

F - Organiser des réunions

1. *L'accessibilité du lieu de réunion*
2. *Faciliter le dialogue avec les personnes handicapées*

G - La communication numérique

1. *La loi « Numérique » et ses apports en matière d'accessibilité*
2. *L'accès des personnes handicapées aux sites Internet publics*
3. *Internet et ses interfaces*
4. *Accessibilité des communications téléphoniques*
5. *L'offre de services de communications électroniques accessible et ses limites*
6. *Services de communication en ligne, dispositifs d'application*
7. *Accessibilité des sites Internet de l'État*
8. *Évaluation et déclaration de l'accessibilité des sites internet*
9. *Médias et communication*

Fiche de cas n° 1 : La prise en compte de l'accessibilité dans les appels d'offres de création et refonte de sites Internet publics

Fiche de cas n° 2 : Accessibilité de la téléphonie mobile

H - Les innovations pour répondre à la nouvelle loi

1. *Cheminement piétonnier*
2. *Guidage dans les pôles d'échanges*
3. *Systèmes de billettique*
4. *Information pendant le voyage*
5. *La conception des futurs systèmes dépend aussi de vous...*

I - Références

VII • La citoyenneté et le processus électoral

Références juridiques

A - Accès au vote

1. *Accessibilité des bureaux de vote*
2. *Accessibilité des techniques de vote*

B - Droit de vote

1. *Droits de vote des personnes handicapées sous tutelle ou curatelle*
2. *Assistance d'un tiers pour voter*
3. *Le vote par procuration*

C - Accès à l'information en période électorale

1. *La campagne électorale facile à comprendre*
2. *Accessibilité de la campagne présidentielle*
3. *Mémento d'accessibilité*

D - Des recommandations

1. *Article 21 - Liberté d'expression et d'opinion et accès à l'information*
2. *Rapport parlementaire sur l'accessibilité électorale*
3. *Rapport du Défenseur des droits sur l'accès au vote des personnes handicapées*

Fiche de cas n° 1 : Le vote, un droit pour tous : une action menée par la ville de Paris

E - Dispositifs de suivi

1. *Qui sont les électeurs « handicapés » ?*
2. *Participation à la vie politique*
3. *Quels sont les critères d'une campagne électorale accessible ?*
4. *Observatoire de l'accessibilité des campagnes électorales*
5. *Évaluation de l'accessibilité lors de l'élection présidentielle 2022*

L'équipe éditoriale

> Direction scientifique

Soraya KOMPANY
Architecte-urbaniste

> Les auteurs

Christiane BRIAUX-TROUVERIE
Consultante transports publics

Laurent COLIN
Architecte, Gares et connexions (branche SNCF)

Marie-France DESSAIGNE
Cabinet Ergonomos

Gérard DESSEIN
Responsable du secteur aménagement du cadre de vie, direction personnes âgées,
personnes handicapées, conseil général des Bouches-du-Rhône

Dominique DUBOIS
Directrice adjointe développement, Angers Loire Tourisme

Pierre FABRE
Directeur, Amplitude (accessibilité tous usagers)

Anne FAUCONNET
Coordinatrice handicap, centre de gestion de la fonction publique territoriale de Haute-Savoie

Bernard FIOLE
Copilote du programme Ville accessible à tous, Certu

Patrick GOHET
Inspecteur général des affaires sociales

Michel JANODY
Chargé d'études, CETE de Lyon

Florie LANGLOIS
Directrice des services techniques
Communauté de communes des Versants d'Aime

Wilhémine LECOINTRE
Chargée d'études Accessibilité cadre bâti, CETE de Lyon

Fabrice LOPEZ
(À la suite de Claude ABIGNOLI)
Chargé d'études au service aménagements urbains, CETE Méditerranée

Martine MEUNIER-CHABERT
Chargée de mission déplacements et urbanisme au Certu

Pascal PARSAT

Professeur en art dramatique pour la ville de Paris et coordinateur des conservatoires municipaux sur le sujet du handicap

Fernando PINTO DA SILVA

Responsable du Centre d'évaluation et de recherche sur les technologies pour aveugles et malvoyants de l'association Valentin Haüy

Laurent SABY

Chargé d'études au Certu

Nadia SAHMI

Architecte DPLG, experte accessibilité et qualité de vie

Luc SATIAT

Chef de projets, référent sécurité incendie et accessibilité au conseil régional d'Alsace

François TANNIOU

Président du groupe de travail GEM/Information et communication électronique

Odile VIDAL-SAGNIER

Chargée d'études, CETE Nord-Picardie

